



L'URGENCE ANTICAPITALISTE



**NOS VIES VALENT PLUS
QUE LEURS PROFITS**

PHILIPPE POUTOU

[POUTOU2022.ORG](https://poutou2022.org) | [NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE.ORG](https://nouveau-parti-anticapitaliste.org)

SOMMAIRE

ROMPRE AVEC LE CAPITALISME, IL Y A URGENCE !	3
NOTRE BOUSSOLE : LA SOCIALISATION DES SECTEURS CLÉS DE L'ÉCONOMIE	6
L'URGENCE ÉCOLOGIQUE ET SANITAIRE	7
▶ Pour une société écosocialiste	7
▶ Donner des moyens pour la santé, exproprier l'industrie pharmaceutique	10
L'URGENCE SOCIALE	12
▶ Sauver l'emploi, émanciper le travail	12
▶ Préserver et étendre les services publics	15
▶ Pour l'émancipation de la jeunesse, un autre futur est possible !	18
L'URGENCE DÉMOCRATIQUE, L'ÉGALITÉ DES DROITS ET LA SOLIDARITÉ PAR-DELÀ LES FRONTIÈRES	20
▶ Pour une société démocratique, en finir avec l'État autoritaire	20
▶ Contre les oppressions et les discriminations, égalité des droits et émancipation	22
▶ Solidarité internationale	24
PRENDRE L'ARGENT LÀ OÙ IL EST !	27
VOTER, LUTTER, S'ORGANISER POUR CONSTRUIRE UN AUTRE MONDE	29



ROMPRE AVEC LE CAPITALISME, IL Y A URGENCE !

UN MONDE EN CRISES

Après deux ans de pandémie, le système capitaliste et les gouvernements à son service, comme celui de Macron, ont montré leur incapacité à gérer la crise : services de santé détruits, refus de lever les brevets sur les vaccins et les traitements, mise en danger de nos vies pour maintenir les profits... Leurs « solutions » n'ont fait qu'aggraver la situation, confirmant que le capitalisme est incapable de résoudre les grands problèmes de l'humanité.

La crise écologique est une leçon de choses. Les inondations, incendies, sécheresses... se succèdent à un rythme toujours plus rapide. Les rapports se multiplient, confirmant le lien entre ces catastrophes et le changement climatique, et soulignant

Être réaliste aujourd'hui, c'est être anticapitaliste : ce système est dangereux et n'est pas réformable

l'urgence de changer radicalement de façon de vivre et de produire. Pourtant, rien ne se passe.

Les COP (conférences internationales contre le réchauffement climatique) ne proposent aucune solution pour stopper la course folle qui menace notre survie et celle de tous les êtres vivants. Pire, ils font croire que les grandes entreprises pourraient sauver la planète. Comme si Total, Volkswagen, Apple, AXA, Airbus et les autres allaient devenir les bienfaiteurs de l'humanité. Quelle dangereuse arnaque !

LE CAPITALISME VOLE NOS RICHESSES ET MENACE NOS VIES

Nous vivons une crise écologique, mais aussi une crise économique et sociale, planétaire, depuis plus d'une décennie. Le chômage, la précarité et la pauvreté ont explosé alors que les plus riches et les grandes entreprises n'ont cessé de voir fortunes et profits augmenter. Le dernier rapport de l'ONG Oxfam est édifiant : les dix plus riches détiennent plus que les 3,1 milliards des plus pauvres. Leurs richesses ont doublé au cours de la dernière année.

Ces indécentes fortunes n'ont pu être construites que par le vol. Elles sont en réalité l'incarnation la plus visible d'un système global, le capitalisme, qui repose sur l'accaparement des richesses et du produit de notre travail pour le compte de quelques parasites, au mépris des sociétés humaines et de l'environnement. Ainsi, c'est bien la course aux profits qui détruit la santé, les emplois, les conditions de vie de la majorité de la population, menace la planète et l'avenir de l'humanité.

FACE A LA COLÈRE POPULAIRE, MACRON ET SES AMIS RÉPRIMENT

Dans cette situation, les peuples ne restent pas silencieux. Avant la pandémie, les soulèvements populaires s'étaient multipliés : Irak, Chili, Équateur, Liban, Soudan, Colombie, Hong Kong, Algérie, Haïti, Birmanie... Les populations se sont révoltées contre les inégalités et pour la démocratie. Elles ont fait vaciller les

Face à une crise globale qui met en péril l'avenir de l'humanité, et face au danger fasciste, il n'y a pas de tergiversation possible ou de demi-mesures. Trop tard pour être modéré-e-s!

pouvoirs en place. En France, de puissantes mobilisations ont eu lieu : les Gilets jaunes et la grève qui a permis le report de la réforme des retraites par répartition. Autre phénomène mondial : les mobilisations féministes, antiracistes et pour le climat, qui ont regroupé des millions de personnes, notamment des jeunes.

Ces mobilisations ont pour seule réponse, de la part des gouvernants, des politiques toujours plus autoritaires. Le mouvement des Gilets jaunes, qui portait des revendications élémentaires (contre la vie chère, pour plus de démocratie), a ainsi fait face à une violente répression, avec des dizaines de mutilé-e-s et des milliers de blessé-e-s et d'emprisonné-e-s.

Macron est à l'image de ces autres chefs d'État, aussi brutaux avec les classes populaires et la jeunesse qu'ils sont aux petits soins avec leurs amis capitalistes. Le bilan de Macron c'est près de 6 millions de personnes à Pôle emploi et, dans le même temps, des profits faramineux pour le CAC 40 : 137 milliards d'euros en 2021, plus encore qu'avant la crise ! Pour nous, ce sont les fins de mois qui arrivent de plus en plus tôt, toujours plus de précarité, et des coups de matraque pour celles et ceux qui protestent. Ça suffit!

LA GAUCHE EN-DESSOUS DE TOUT, L'EXTRÊME DROITE MENACE

Ces dernières années, les luttes n'ont pas manqué et témoignent du fait que la colère est bien là. Mais cela ne s'incarne quasiment pas sur le champ politique. Aucun espoir du côté de la «gauche» institutionnelle, incapable de tirer les bilans des gouvernements qu'elle a dirigés, toujours plus intégrée au système. Elle ne propose rien d'autre que de gérer le capitalisme. Comme si c'était l'élection d'une personne, et non de grandes mobilisations populaires, qui pouvait réellement changer les choses.

L'extrême droite en profite. Surfant sur les crises et les inquiétudes qu'elles suscitent, Zemmour et Le Pen déversent leurs discours de division et de haine. Ils rejettent les responsabilités sur les étranger-e-s, les musulman-e-s, les femmes, les personnes LGBTI, tout en épargnant soigneusement les grands patrons et en promettant toujours plus de régression sociale. La menace fasciste est là. Et le fait que le gouvernement et la droite courent après l'extrême droite ne fait que la renforcer.

TROP TARD POUR ÊTRE MODÉRÉ-E-S !

Face à une crise globale qui met en péril l'avenir de l'humanité, et face au danger fasciste, il n'y a pas de tergiversation possible ou de demi-mesures. Trop tard pour être modéré-e-s ! Tel est le sens de la candida-

ture de Philippe Poutou, radicalement décomplexée, anticapitaliste, écosocialiste, internationaliste, en soutien à celles et ceux qui se battent contre l'exploitation et les oppressions. Oui, il faut tout changer, du sol au plafond !

Être réaliste aujourd'hui, c'est être anticapitaliste : ce système est dangereux et n'est pas réformable. Il est grand temps d'y mettre fin et d'avancer vers une société qui organise la production et les rapports sociaux en fonction des besoins collectifs et des nécessités écologiques. Avec la candidature de Philippe Poutou, nous proposons de nous en prendre à la racine du problème. Cela nécessite de retirer le pouvoir aux capitalistes pour reprendre le contrôle sur nos vies afin de construire une société libérée de l'exploitation et des oppressions.



NOTRE BOUSSOLE : LA SOCIALISATION DES SECTEURS CLÉS DE L'ÉCONOMIE

Macron a géré la pandémie en distribuant des centaines de milliards d'euros. Si une partie a servi à maintenir les salaires, ce sont surtout les profits qui ont explosé. Que l'on ne s'y trompe pas : comme il n'y a pas d'« argent magique », c'est à une cure d'austérité que nous allons avoir droit. Nous refusons de passer à la caisse !

Ce système est absurde. Le profit commande la production et l'investissement. Pourtant, face à la pandémie, ce sont les besoins sociaux et sanitaires qui auraient dû commander l'économie : production de masques, augmentation des capacités de soins dans les hôpitaux, recherche publique sur les vaccins et les traitements, maintien du lien social, des activités culturelles et sportives... Tout en garantissant la santé de tou-te-s.

Nous marchons sur la tête ! Il est urgent d'avancer vers une planification démocratique de l'économie. Pour cela le NPA propose la réquisition, sans indemnité ni rachat, de secteurs clés de l'économie sous le contrôle des travailleurs-euses et de la population.

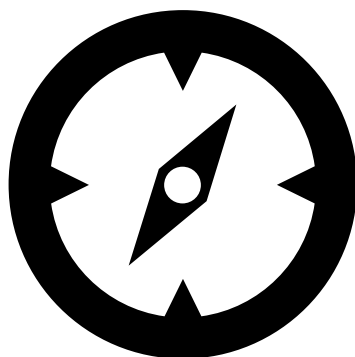
Les banques seront fusionnées pour constituer un monopole public du crédit, mettant ainsi un coup d'arrêt à la spéculation et nous permettant d'orienter les richesses et l'investissement vers les projets socialement utiles.

Les grandes entreprises de l'énergie, pharmaceutiques, du transport, de la communication et les secteurs clés de l'industrie seront réquisitionnés.

Les grandes entreprises de l'énergie, pharmaceutiques, du transport, de la communication et les secteurs clés de l'industrie seront réquisitionnés.

Ces activités doivent sortir des logiques marchandes, parce qu'elles sont vitales pour la population et l'environnement.

Ces mises sous contrôle permettront d'en finir avec le gâchis, l'obsolescence programmée et les productions inutiles. Cela permettra aussi de remettre en cause l'arbitraire patronal et de la hiérarchie dans les entreprises. Cela vise enfin les entreprises qui licencient. Si les patrons ne sont pas capables de maintenir les emplois, qu'ils s'en aillent !



L'URGENCE ÉCOLOGIQUE ET SANITAIRE

POUR UNE SOCIÉTÉ ÉCOSOCIALISTE

Les rapports alarmistes du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) d'un côté, et la faillite des COP de l'autre, montrent qu'il n'y a aucune évolution dans les politiques menées pour préserver la planète. Cette dernière est malade du « capitalocène », cette ère géologique où le mode de production capitaliste bouleverse en profondeur climat et vie sur terre. Le Covid-19 en est le produit : l'empêtement incontrôlé de la civilisation sur la nature met l'être humain au contact de zoonoses (maladies transmises entre l'animal et l'être humain) et favorise l'apparition de nouvelles pandémies.

Face aux grands problèmes (climat, biodiversité, artificialisation des terres, pollution de l'air et de l'eau...), les luttes contre les grands projets inutiles imposés (GPII) sont essentielles. Mais elles ne peuvent

Notre réponse globale, c'est de prendre le contrôle pour une véritable « transition écologique ».

que retarder les effets du capitalisme sur le réchauffement climatique.

Notre réponse globale, c'est de prendre le contrôle pour une véritable « transition écologique ». Elle implique la planification qui passe par la socialisation de différents secteurs clés, en particulier l'énergie, combinée à une sobriété énergétique. La place du nucléaire cristallise une série de questions (ressources énergétiques, modèle de développement, politique impérialiste de la France avec l'appropriation de l'uranium nigérien par Areva). **L'enjeu est d'engager la sortie du nucléaire et des énergies fossiles, vers une alternative politique que nous nommons écosocialiste.**



POUR L'ARRÊT DU NUCLÉAIRE EN 10 ANS ET LA SOCIALISATION DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE

Contre le réchauffement climatique, la réponse de Macron, comme celle de la plupart des candidat-e-s, est la promotion du nucléaire: la menace d'une dévastation du monde encore plus violente! Il faut au contraire sortir du nucléaire. Et il faut en outre empêcher les multinationales de l'énergie de puiser le pétrole et le gaz et retirer la liberté au secteur financier d'investir dans les projets polluants.

- ➔ **Expropriation et socialisation du secteur de l'énergie**
- ➔ **Sortie des énergies fossiles et arrêt du nucléaire en 10 ans (fermeture**

L'enjeu est d'engager la sortie du nucléaire et des énergies fossiles, vers une alternative politique que nous nommons écosocialiste.

immédiate des réacteurs de plus de 40 ans, abandon des projets d'enfouissement des déchets)

- ➔ **Développement des énergies renouvelables (100 % en 2050)**
- ➔ **Plan de sobriété énergétique; isolation thermique de tous les logements**
- ➔ **Arrêt des productions inutiles (publicité, armement, etc.) avec reconversion et maintien de l'emploi**

POUR UNE AGRICULTURE LIBÉRÉE DU PRODUCTIVISME ET DU MARCHÉ

Il faut en finir avec l'agriculture intensive. Nous défendons une agriculture paysanne pour nous nourrir sainement et de manière diversifiée, en tenant compte des ressources et des saisons. Il faut permettre aux paysan.ne.s de vivre de leur travail, mais aussi lutter contre le réchauffement climatique et participer à l'aménagement des territoires.

- ➔ *Interdiction des intrants chimiques*
- ➔ *Développement des circuits courts: aides aux filières autogérées et aux coopératives.*
- ➔ *Vers le tout biologique sur 10 ans*
- ➔ *En finir avec l'élevage industriel, maltraitant pour les animaux et les salarié-e-s*

➔ *Moratoire sur les dettes des agriculteurs-trices*

➔ *Fonds public d'acquisition de foncier pour l'installation en coopérative de jeunes agriculteurs-trices*

POUR UNE BIODIVERSITÉ PRÉSERVÉE

Il faut stopper l'artificialisation du territoire, transformer la gestion de la forêt (privée à 75 %) et mettre en place des aires protégées.

- ➔ *Nationalisation des forêts de plus de 20 ha*
- ➔ *Pas plus de 10 % de territoire artificialisé et 10 % classé en réserves naturelles*
- ➔ *Limitation des périodes et des zones de chasse; interdiction de la chasse pour les espèces en déclin*

DÉVELOPPER DES TRANSPORTS 100% PUBLICS ET GRATUITS!

Le coût des transports, la faiblesse de l'offre hors du centre des métropoles, pèsent sur les budgets et favorisent le tout-voiture, la pollution, les embouteillages. Pour des transports publics accessibles à tout-e-s, il faut étendre les réseaux existants et instaurer la gratuité déjà en place dans 35 villes.

- ➔ *Augmentation du versement transport pour les entreprises de plus de 9 salarié-e-s*
- ➔ *Développement de l'offre de transports en agglomération et en zone rurale*
- ➔ *Création de régies publiques sous contrôle des salarié-e-s et des usager-e-s*

D'un point de vue écologique, il est nécessaire de réduire le transport des marchandises en réorganisant et en localisant les productions.

- ➔ *Priorité au fret fluvial et ferroviaire*
- ➔ *Réduction drastique du transport aérien, qui doit être interdit sur les circuits courts*

DONNER DES MOYENS POUR LA SANTÉ, EXPROPRIER L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Le Covid-19 a révélé les conséquences des restrictions et de la privatisation du système de santé.

Macron a continué, à la suite de ses prédécesseurs, de droite comme de gauche, à rogner sur les budgets des hôpitaux (plus d'un milliard par an jusqu'en 2019), à fermer des lits et des services (- 5700 lits en 2020). À l'automne 2021, 20% des lits étaient fermés faute de personnel. Épuisé·e·s, ils et elles quittent l'hôpital sans être remplacés.

Malgré les promesses, les « déserts médicaux », où il faut attendre des semaines, voire des mois pour avoir un rendez-vous, se sont étendus. Ils touchent plus de 8 millions de personnes.

Le « 100% santé », instauré pour l'optique, les prothèses dentaires ou auditives, s'est accompagné d'une hausse constante des tarifs des mutuelles. Quant aux dépassements d'honoraires, ils n'ont pas cessé !

DES MOYENS POUR L'HÔPITAL PUBLIC

➔ **Plan « emploi formation » de 100 000 hospitaliers·ères**

➔ **Revalorisation immédiate de 400 euros par mois** et des grilles salariales

➔ **Arrêt des fermetures de lits, réouverture et extension des hôpitaux**

Le Covid-19 a révélé les conséquences des restrictions et de la privatisation du système de santé. Macron a continué à rogner sur les budgets des hôpitaux, à fermer des lits et des services.

de proximité, avec au moins un service d'urgence, une maternité, un bloc opératoire

➔ ***Des formations médicales, paramédicales sous le statut de travailleur·euse en formation***,

rémunérées au SMIC revalorisé à 1800 euros nets, avec engagement à servir dans le service public

➔ ***Expropriation des cliniques privées*** et intégration à l'hôpital public

CRÉATION DE CENTRES DE SANTÉ SUR TOUT LE TERRITOIRE

Publics et gratuits, polyvalents, financés par la Sécu. Ils permettront de mener une politique de santé participative avec la population (contraception, prévention des maladies et des épidémies) en lien avec les médecins libéraux, la médecine du travail, la médecine scolaire et universitaire, les travailleurs·euses sociaux·ales, les élu·e·s, les associations, les syndicats.



La santé n'est pas une marchandise. La Sécurité sociale doit être contrôlée par celles et ceux qui produisent les richesses

**PRENDRE LE CONTRÔLE
DE L'INDUSTRIE
PHARMACEUTIQUE,
EN FINIR AVEC LES BREVETS**

Les profits des fabricants de vaccins ont explosé. En 2021, le trio Pfizer, BioNTech et Moderna a réalisé 34 milliards de dollars de bénéfices, soit 65 000 dollars à la minute ! Cette industrie profite de la recherche publique, des crédits d'impôts et de la Sécu. Cela ne peut plus durer.

➔ *Expropriation des grands groupes de l'industrie pharmaceutique*

➔ *Levée des brevets*: quel que soit son pays on a droit à des soins de qualité

**POUR DES SOINS
GRATUITS A 100%**

La santé n'est pas une marchandise. La Sécurité sociale doit être contrôlée par celles et ceux qui produisent les richesses.

➔ *Interdiction des dépassements d'honoraires, suppression des franchises et des forfaits hospitaliers*

➔ *Remboursement à 100 % de tous les soins et médicaments prescrits et généralisation du tiers payant*

L'URGENCE SOCIALE

SAUVER L'EMPLOI, ÉMANCIPER LE TRAVAIL

Près de 6 millions de travailleurs-euses sont privé-e-s d'emploi, complètement ou partiellement.

Les autres s'usent au boulot, avec des cadences élevées, un temps de travail excessif, une organisation du travail qui fait perdre le sens de son métier. Nous partons de plus en plus tard à la retraite, 62,8 ans en moyenne en 2020, alors que l'espérance de vie en bonne santé est de 65 ans (59 ans pour les ouvriers). On perd notre vie à la gagner!

SEMAINE DE TRAVAIL DE 4 JOURS. 32H HEBDOS, VERS LES 28H

Il y a urgence à répartir le travail pour supprimer le chômage. Nous voulons réorganiser la production et les services pour rendre le travail émancipateur. Il faut réduire le temps de travail pour changer nos vies : plus de temps pour s'occuper de soi et des siens, pour assumer à égalité les tâches domestiques.

Il y a urgence à répartir le travail pour supprimer le chômage.

Cela libérera du temps pour discuter, s'organiser, décider. Sur le temps de travail auront lieu des réunions pour discuter de la vie de l'entreprise ou du service, des choix en matière de production ou d'embauches.

→ **Semaine de travail de 4 jours, 32h hebdomadaire vers les 28h**

→ **Sixième semaine de congés payés**

AUGMENTER TOUS LES SALAIRES DE 400 EUROS, PAS UN REVENU INFÉRIEUR À 1 800 EUROS NET

Le salaire moyen en France est de 2 330 euros par mois pour un temps plein. Mais, le revenu salarial net moyen est de 1 200 euros pour un-e employé-e, 1 330 euros pour un-e ouvrier-ère... Les dépenses fixes (loyer, assurance, téléphone, énergie...) représentent 30 % du revenu disponible des ménages, 61 % pour les plus modestes. Afin de



+ 400 EUROS POUR TOU·TE·S PAS UN REVENU INFÉRIEUR À 1800 EUROS

mieux répartir les revenus, les écarts de salaires ne devraient pas s'étendre au-delà de cinq fois le SMIC.

➔ **Salaire minimum de 1800 euros net**

➔ **Plus 400 euros pour tou-te-s**

SI LES PRIX AUGMENTENT, LES SALAIRES DOIVENT SUIVRE !

Le retour de l'inflation (près de 3% en 2021) nous rappelle qu'il ne suffit pas d'augmenter les salaires.

➔ **Quand les prix montent, les revenus doivent augmenter en**

proportion. C'est l'échelle mobile des salaires.

De l'autre côté, les prix doivent être surveillés et encadrés par des représentant·e·s des consommateurs·trices. Il faut en finir avec les impôts indirects qui s'appliquent indépendamment des revenus.

➔ **Suppression de la TVA, à commencer par les produits de première nécessité** (11 milliards d'euros), avec le report de cette taxe sur les tranches d'impôts sur le revenu les plus élevés

INTERDIRE LES LICENCIEMENTS POUR SAUVER LES EMPLOIS

Nous refusons que les entreprises puissent licencier ou supprimer des sites, que ce soit pour augmenter leurs profits ou les maintenir.

Nous défendons l'interdiction des licenciements, en premier lieu dans les entreprises qui font des profits. Il faut mettre sous contrôle les entreprises qui licencient, jusqu'à la possible réquisition. Pour celles en difficulté, il faut imposer la continuité du salaire et du contrat de travail (financement assuré par le patronat, en particulier celui de la branche concernée). Il faut socialiser les productions indispensables et reconverter celles qui polluent.



LE SALAIRE SOCIALISÉ AU CŒUR D'UNE SOCIÉTÉ POUR L'ÉMANCIPATION

Droite et extrême droite veulent en finir avec le salaire socialisé, ce qu'ils appellent les « charges sociales ». Le budget de la Sécu représente 470 milliards d'euros, plus que le budget de l'État (250 milliards). 44 % de cet argent est consacré à l'assurance maladie, 28 % aux retraites, 10 % aux allocations familiales, 8 % à l'assurance chômage.

Le patronat veut s'emparer de cet argent. Au contraire, nous voulons développer cette part des richesses socialisée :

↳ **Retraite à 60 ans, 55 ans pour les travaux pénibles.** Cela représente environ 60 milliards d'euros.

↳ **Mise en place d'un pré-salaire d'autonomie pour tou-te-s les jeunes de 18 à 25 ans** (voir partie jeunesse)

↳ **Augmentation des allocations chômage, adulte handicapé-e-s et du minimum vieillesse à hauteur du salaire minimum.**

Nous ne croyons pas qu'en ayant un revenu garanti, on arrêterait de travailler. Cela permettrait d'imposer un rapport de forces vis-à-vis du patronat pour choisir un métier qui nous plaît, de meilleures conditions de travail et de rémunération.

PRÉSERVER ET ÉTENDRE LES SERVICES PUBLICS

Depuis des décennies, la droite comme la « gauche » suppriment des postes et des moyens pour la fonction publique. Pourtant, tout le monde a pu voir lors de la pandémie le rôle central de l'hôpital ou de l'école par exemple. Inversons la vapeur! L'avenir est aux services publics renforcés et étendus dans tous les domaines.

Des secteurs entiers de l'économie doivent être sortis de la concurrence. L'énergie et l'eau devraient être des biens communs. Cela signifie qu'il faut réquisitionner les grands groupes

Des secteurs entiers de l'économie doivent être sortis de la concurrence. L'énergie et l'eau devraient être des biens communs

de ces secteurs, sans indemniser les actionnaires qui se sont assez gavés.

Les services publics actuels doivent être profondément modifiés pour ne plus être gérés comme des entreprises rentables, cassant les conditions de travail et le sens du métier. Nous avons besoin de lieux d'accueil, de solidarité, conçus pour les classes populaires.

CRÉER UN MILLION D'EMPLOIS PUBLICS EN 5 ANS

C'est possible et nécessaire tant les besoins sont immenses. Dans la santé et les Ehpad, il manque 300 000 postes. Dans l'éducation, il faut créer au moins 100 000 postes pour garantir des conditions d'études correctes. Au-delà, les besoins sont importants dans la plupart des services publics.

Nous voulons également intégrer au sein de la fonction publique, les entreprises et les travailleurs.uses de l'énergie, des transports, de l'industrie pharmaceutique, du service postal...

UN TOIT C'EST UN DROIT!

Le bilan de Macron est catastrophique: baisse des APL, réduction des aides à la construction de logements sociaux, mesures encourageant la spéculation... Résultat: 4 millions de mal-logé.e-s, dont 300 000 sont sans-abri. Nous voulons un service public du logement!

- ➔ Arrêt des expulsions et réquisition des logements vides
- ➔ Construction de 200 000 logements sociaux par an
- ➔ Renationalisation des sociétés HLM
- ➔ Blocage des loyers
- ➔ Interdiction des plateformes du type Airbnb au-delà du logement personnel

Les actionnaires qui se remplissent les poches de « l'orgri » doivent être expropriés. La société doit prendre en charge les dernières années de nos aîné·e·s, avec financement par la Sécu.

POUR UNE ÉCOLE ÉMANCIPATRICE POUR TOU·TE·S LES JEUNES

La politique de Blanquer a représenté un saut qualitatif contre l'éducation nationale. En résumé, c'est « l'égalité des chances » de 3 à 6 ans en imposant une méthode unique d'apprentissage de la lecture et de l'écriture ; puis la sélection, en fonction des résultats des évaluations nationales, de l'école élémentaire jusqu'à l'Université.

Son objectif est de détruire la « démocratisation » de l'école pour faire correspondre les diplômés aux besoins du patronat : d'une part, des employé·e·s qualifiés et sous-payés (car ils n'ont que des diplômes locaux non reconnus) et d'autre part, des employé·e·s « uberisés » sans diplôme significatif.

La réduction des coûts a conduit à ne plus avoir suffisamment de personnels et à diminuer leur pouvoir d'achat (- 25 % en 20 ans).

Du point de vue idéologique, Blanquer a utilisé tous les moyens à sa disposition pour sanctionner les enseignant·e·s qui se rebellaient contre sa politique et débusquer les « islamo-gauchistes ».

L'École que nous voulons n'a rien à voir avec cela. Elle doit donner ce qu'il faut à chaque jeune et lui permettre d'avoir le temps nécessaire pour trouver sa voie. Cela suppose des programmes

ambitieux, des diplômes nationaux et une école commune jusqu'à 18 ans. Nous exigeons la fin de la sélection scolaire.

➔ **Augmentation de 33 % des salaires** et unification des statuts (temps de travail, salaires...) de la maternelle à l'université

➔ **Titularisation de l'ensemble des contractuels·elles ; statut de fonctionnaires pour les AESH et les AED**

➔ **Recrutement massif de personnels ; 20 élèves maximum par classe** (12 en éducation prioritaire) pour mettre en œuvre des pédagogies émancipatrices

➔ **Nationalisation de l'enseignement privé**

➔ **Construction de bâtiments scolaires** pour des établissements à taille humaine (pas plus de 500 jeunes)

POUR UN SERVICE PUBLIC DU 4^e ÂGE

Les conditions de vie en Ehpad, soumises à la loi du profit, sont catastrophiques. Macron a renoncé à toute réforme du financement de la « dépendance », laissée à la charge des personnes âgées et de leurs familles.

Il est urgent de mettre en place un service public du 4^e âge, en structure ou à domicile, de petite taille, avec du personnel formé et en nombre suffisant. Il faut l'accompagner d'un plan emploi-formation de 200 000 postes.

Les actionnaires qui se remplissent les poches de « l'orgri » (Orpea, Korian...) doivent être expropriés. La société doit prendre en charge les dernières années de nos aîné·e·s, avec financement par la Sécu.



INFORMATION ET CULTURE

L'information et la culture ne doivent pas être des marchandises. Nous voulons un véritable service public pour ces biens communs qui puisse résister à la concurrence du privé.

Pour des médias indépendants des pressions du système

Loin d'être des contre-pouvoirs, les médias de masse sont aux mains de grands groupes capitalistes. La mainmise du milliardaire d'extrême droite Bolloré sur Canal Plus, CNews, Europe 1... est édifiante quant à ce qu'elle dit de la collusion entre médias et capitalisme. Il faut combattre cela et créer les conditions du pluralisme et d'une information de qualité.

- ↳ **Démantèlement de l'Arcom** (fusion entre Hadopi et le CSA) **et création d'un organisme démocratique associant les journalistes, salarié-e-s des médias et usagers-ères**
- ↳ **Mise en place d'une législation anti-concentration**

Il faut combattre la mainmise des grands groupes capitalistes sur les médias et créer les conditions du pluralisme et d'une information de qualité.

- ↳ **Droit aux rédactions et sociétés de journalistes d'exercer un contrôle sur les décisions économiques et éditoriales de leur média, avec droit de veto**
- ↳ **Refonte du système des aides à la presse, qui favorise les plus gros**
- ↳ **Plan d'aide aux médias associatifs et à but non lucratif**
- ↳ **Développement d'un véritable service public de l'information et de la culture**

La culture indépendante des intérêts privés

Dans le domaine de la culture, l'argent fait aussi la loi: les grands groupes imposent leurs productions. L'accès aux œuvres comme l'accès à la formation artistique et aux pratiques créatives doivent être garantis pour tou-te-s par un réseau culturel public de proximité.

- ↳ **Liberté complète de création et de diffusion**
- ↳ **Garantie de rémunération des intermittent-e-s au moins égale au SMIC**, assurée par les cotisations des employeurs à la Sécu
- ↳ **Respect du droit au congé de maternité, au congé longue maladie**
- ↳ **Défense des langues et cultures régionales**, promotion de l'échange avec les cultures minoritaires ou extra-occidentales

POUR L'ÉMANCIPATION DE LA JEUNESSE, UN AUTRE FUTUR EST POSSIBLE !

Climat, montée de l'extrême droite, précarité... L'avenir promis à la jeunesse a de quoi inquiéter. Le sentiment que l'on va moins bien vivre que ses parents se généralise.

La jeunesse a été frappée de plein fouet par la pandémie. Plus de 50 % des bénéficiaires des Restos du cœur ont moins de 25 ans. Les files d'attente interminables d'étudiant-e-s devant les banques alimentaires ont marqué les esprits. À cela s'est ajouté l'isolement social, jusqu'à la dépression, les cours à la maison et les inégalités dans l'accès à l'éducation.

L'avenir promis à la jeunesse a de quoi inquiéter. Le sentiment que l'on va moins bien vivre que ses parents se généralise.

Qu'a fait Macron, lui qui prétend être le président des jeunes ? Baisse des APL, réforme du Bac et sélection à l'entrée de l'Université (ParcourSup). Macron applique à la jeunesse sa vision du monde : la concurrence de tou-te-s contre tou-te-s.

Pire, Macron propose la sélection par l'argent en augmentant les frais

UN PRÉSALAIRE D'AUTONOMIE POUR TOU·TE·S LES JEUNES DE 18 À 25 ANS

Pour ne pas étendre le RSA aux moins de 25 ans, le gouvernement a créé le contrat d'engagement jeune (CEJ) : 500 euros par mois à condition d'accepter n'importe quel emploi. L'autonomie selon Macron, elle se pratique sous conditions et en-dessous du seuil de pauvreté ! Pour se loger, s'émanciper de ses parents, choisir et apprendre un véritable métier, ne pas être obligé d'accepter n'importe quel job, ce présalaire doit correspondre à 75 % du SMIC revalorisé à 1800 euros.

COMMENT LE FINANCER ?

Sur le principe du chômage ou des retraites, en créant une nouvelle branche de la sécurité sociale, donc en augmentant la part socialisée du salaire. Cela coûterait 110 milliards d'euros par an.

Ce nouveau revenu viendra en remplacement des bourses et allocations actuelles, des APL, ALS, du « RSA jeunes », etc.

Nous sommes la candidature d'une jeunesse qui refuse de marcher au pas, au son de l'ordre moral.

d'inscription comme il l'a récemment déclaré devant les présidents d'université. Pour la plupart des autres candidat-e-s, le projet pour la jeunesse semble être la mise au pas nationale-républicaine.

À l'opposé, nous sommes la candidature d'une jeunesse qui refuse de marcher au pas, au son de l'ordre moral. Une jeunesse qui marche pour le climat, contre les discriminations — racistes, sexistes ou homophobes — et pour ses conditions d'études.

EN FINIR AVEC LA PRÉCARITÉ DES JEUNES

- ↳ **Interdiction des contrats précaires, des stages non rémunérés**
- ↳ **En finir avec l'ubérisation**: pour chaque emploi, un vrai contrat, un vrai salaire
- ↳ **Pas de salaire d'apprenti en dessous du SMIC**
- ↳ **Service public de santé dans les Universités**
- ↳ **Accès gratuit à la contraception et à l'IVG.**

CONTRE LA RÉPRESSION ET L'EMBRIGADEMENT DE LA JEUNESSE

- ↳ **Rejet de tout projet de service militaire et suppression du service national universel (SNU)**
- ↳ **Libre habillement pour les lycéen-ne-s**

- ↳ **Fin de la vidéosurveillance et des vigiles à l'Université**
- ↳ **Droit de vote à 16 ans**

POUR UNE ÉDUCATION PUBLIQUE ET GRATUITE POUR TOU.TE.S

- ↳ **Pas plus de 20 élèves par classe dans les lycées**
- ↳ **Retour aux diplômes nationaux**, à commencer par le baccalauréat, qui doivent être inscrits dans les conventions collectives.
- ↳ **Fin de ParcoursSup, suppression de la sélection à l'entrée de l'université**
- ↳ **Fin de la présence des patrons dans les conseils d'administration des Universités**



L'URGENCE DÉMOCRATIQUE, L'ÉGALITÉ DES DROITS ET LA SOLIDARITÉ PAR-DELÀ LES FRONTIÈRES

POUR UNE SOCIÉTÉ DÉMOCRATIQUE, EN FINIR AVEC L'ÉTAT AUTORITAIRE

ABOLIR LA 5^e RÉPUBLIQUE, POUR UNE RÉPUBLIQUE SOCIALE DU MONDE DU TRAVAIL

Nous voulons abroger la Constitution de la 5^e République. Mais passer à une 6^e République avec un régime parlementaire est insuffisant. On ne peut en finir avec le capitalisme dans le cadre d'institutions conçues pour le préserver. Il faut les renverser et en fonder de nouvelles, au service et sous le contrôle des travailleurs-euses et de la population.

➔ *Suppression de la présidence de la République et du Sénat*

➔ *Mise en place de mesures de démocratie directe type référendum d'initiative citoyenne (RIC)*

➔ *Proportionnelle intégrale à toutes les élections*

➔ *Mise en place d'assemblées locales dans les entreprises et les quartiers* pour faire entendre les exigences sociales et contrôler le pouvoir des patrons et les administrations

Le quinquennat de Macron a accéléré le tournant sécuritaire et la généralisation des mesures d'exception. Stop!

➔ *Interdiction du cumul des mandats ; limitation du nombre de mandats consécutifs ; indemnités d'élu-e au salaire médian*

➔ *Révocabilité des élu-e-s*

ABROGATION DES LOIS LIBERTICIDES

La lutte contre les attentats puis contre la pandémie ont servi de prétexte pour faire reculer les droits démocratiques et les libertés. Le quinquennat de Macron a accéléré le tournant sécuritaire et la généralisation des mesures d'exception. Stop!

➔ *Fin du pass sanitaire ou vaccinal et des restrictions de déplacement*

➔ *Abrogation de la loi sécurité globale*

➔ *Retrait du nouveau schéma national du maintien de l'ordre*

➔ *Retrait du décret sur l'extension du fichage*



DÉSARMEMENT DE LA POLICE

CONTRE L'ORDRE POLICIER

Les violences policières, déjà à l'œuvre dans les quartiers populaires, se sont amplifiées comme nous avons pu le voir lors du mouvement des Gilets jaunes. La police est l'un des principaux instruments de ceux qui dirigent la société et veulent maintenir les inégalités. À l'opposé du soutien aux syndicats de police (dont de nombreux politiciens de gauche en mai 2021), il faut en finir avec l'impunité dont bénéficient les « forces de l'ordre ».

- ➔ **Désarmement de la Police en contact avec la population**
- ➔ **Interdiction des armes offensives** (Flash-Ball, LBD, Taser, grenades de désencerclement...)
- ➔ **Dissolution des corps spéciaux de répression (BAC et BRAV-M)**
- ➔ **Justice et vérité pour les victimes de violences et de crimes policiers**

ROMPRE AVEC LA POLITIQUE CARCÉRALE

Loin de permettre la réinsertion, les prisons aggravent les problèmes.

Bien souvent, les personnes emprisonnées le sont pour des délits mineurs ou relèvent plutôt de soins psychiatriques.

La pénalisation de la consommation de drogue favorise les mafias et envoi des milliers de jeunes qui tombent sous leur influence derrière les barreaux.

Par ailleurs, il y a en France de nombreux prisonnier·e·s politiques : Gilets jaunes, militant·e·s pour l'indépendance de la Corse ou du Pays Basque, sans parler du militant pro-palestinien George Ibrahim Abdallah, l'un des plus anciens prisonniers politiques au monde.

- ➔ **Généralisation des alternatives à la prison**
- ➔ **Application du code du travail pour les prisonniers.ères**
- ➔ **Légalisation du cannabis** et dépenalisation de la consommation des drogues
- ➔ **Amnistie pour les prisonniers politiques**

CONTRE LES OPPRESSIONS ET LES DISCRIMINATIONS, ÉGALITÉ DES DROITS ET ÉMANCIPATION

Partout dans le monde des mouvements de masse s'opposent à un système raciste et hétéro-patriarcal. Nous en sommes solidaires et partie prenante. Nous portons leurs revendications.

CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Le combat des femmes est un combat permanent car le système capitaliste et patriarcal opprime les femmes dans toutes les dimensions de la vie. Une femme sur 10 est victime d'un viol au moins une fois dans sa vie. En France, 113 féminicides ont été recensés en 2021. À la maison, plus de 2/3 des tâches domestiques sont assumées par les femmes. Au travail, les salaires des femmes sont inférieurs de 27%. À cela s'ajoute la précarité, les temps partiels imposés, le harcèlement...

- ➔ **Avortement et contraception libres, gratuits et accessibles**: centres IVG et maternités partout sur le territoire, allongement du délai légal de l'IVG à 24 semaines
- ➔ **Égalité des salaires**
- ➔ **Des moyens pour accueillir les femmes victimes de violences** (logement d'urgence, formation des personnels...)
- ➔ **Droit d'asile pour les victimes étrangères de violences patriarcales**

Le combat des femmes est un combat permanent car le système capitaliste et patriarcal opprime les femmes dans toutes les dimensions de la vie.

- ➔ **Abrogation des lois discriminant les musulmanes**
- ➔ **Éducation antisexiste, à la sexualité et au consentement**

FACE AUX LGBTIPHOBIES

Des formes les plus « banalisées » du quotidien aux agressions physiques plus violentes, voire meurtrières, les LGBTIphobies sont très présentes dans notre société. De nombreux jeunes LGBTI sont en rupture familiale. Le taux de suicide chez ces personnes est quatre fois supérieur au reste de la population. Nous voulons les mêmes droits pour tou·te·s.

- ➔ **Procréation médicalement assistée réellement pour tou·te·s**
- ➔ **Filiation directe pour les couples de même sexe**
- ➔ **Remboursement à 100 % par la Sécu des parcours de transition**
- ➔ **Changement d'état civil pour les personnes trans sur simple demande**
- ➔ **Arrêt des mutilations des personnes intersexes**
- ➔ **Moyens financiers contre les LGBTIphobies**



CONTRE LE RACISME D'ÉTAT ET L'ISLAMOPHOBIE

Le traitement inhumain des migrant-e-s en France, les contrôles au faciès, les violences policières et les discriminations, sont l'expression d'un racisme d'État structurel. Nous refusons que le débat politique soit polarisé par les questions d'immigration, contre de prétendus « ennemis intérieurs ».

- ➔ *Abrogation de la loi «séparatisme» et des lois racistes et islamophobes*
- ➔ *Égalité totale entre français-es et étrangers-ères*
- ➔ *Régularisation de tou-te-s les sans-papiers*
- ➔ *Droit de vote des étrangers. ères résidant en France à toutes les élections*
- ➔ *Fin des contrôles au faciès*

HANDICAP: L'ÉGALITÉ, PAS LA CHARITÉ !

En France, 12 millions de personnes en situation de handicap, dont 18 % sont au chômage (2 fois la moyenne nationale) ; l'Allocation adultes handicapés (AAH — 903,60€ au maximum) reste sous le seuil de pauvreté.

↳ **Scolarité pour tou-te-s** (de la maternelle à l'université) en milieu ordinaire ou protégé; **recrutement d'éducateurs-trices, AVS, AESH, titulaires**, formé-e-s et bien rémunéré-e-s

↳ **Travail: un droit pour chacun-e, en milieu ordinaire ou protégé; zéro**

dérogation à l'obligation d'emploi de 6% ; adaptation du poste de travail; maintien dans l'emploi des salarié-e-s se retrouvant en invalidité

↳ **Logement pour tou-te-s, en autonomie (accompagnement possible), ou dans des structures adaptées**

↳ **Santé: gratuité des frais de santé et d'appareillage**

↳ **Revenu: AAH égale au SMIC; déconjonction de l'AAH**

↳ **Service public du handicap, embauche massive dans les MDPH** (maisons départementales des personnes handicapées)

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Nos luttes n'ont pas de frontières. Nous refusons toujours le moindre compromis avec le nationalisme, le chauvinisme et le racisme. Notre campagne est résolument anti-impérialiste, anticolonialiste et internationaliste.

SOLIDARITÉ AVEC LES MIGRANT-E-S

La seule réponse efficace face à la tragédie que vivent les migrant-e-s est de s'unir pour satisfaire les besoins sociaux de millions d'êtres humains migrant-e-s ou pas, ici et ailleurs.

↳ **Liberté d'installation et de circulation**

↳ **Droit d'asile pour celles et ceux qui fuient la guerre et les persécutions**

Nous refuserons toujours le moindre compromis avec le nationalisme, le chauvinisme et le racisme. Notre campagne est résolument anti-impérialiste, anticolonialiste et internationaliste.

↳ **Accueil digne pour tou-te-s les migrant-e-s**, sans distinction entre les migrant-e-s dits « économiques » et les réfugié-e-s

Ouvrir les frontières, c'est permettre aux gens de migrer dans des conditions dignes et sûres. Chaque personne a le droit fondamental de jouir de tous les droits politiques et sociaux du pays où il ou elle réside.



**DE L'AIR
OUVRONS
LES
FRONTIÈRES**

**LIBERTÉ DE CIRCULATION
ET D'INSTALLATION**

**SOLIDARITÉ AVEC LES
PEUPLES DU MONDE ENTIER!**

La dernière décennie a été marquée par une succession de soulèvements populaires contre les dégâts du capitalisme. Nous portons un projet internationaliste fondé sur la solidarité avec les opprimé-e-s du monde entier. Nous soutenons les luttes des peuples kurde et palestinien contre leurs oppresseurs, les Rohingya et les Ouïghours face aux régimes qui les persécutent, ainsi que toutes celles et ceux qui revendiquent le droit à l'autonomie, voire à l'indépendance, au Pays basque, en Catalogne ou en Irlande.

- ➔ **Abolition de la dette des pays du Sud global**, à commencer par l'ensemble des dettes illégitimes
- ➔ **Fin des traités qui organisent le pillage des richesses à l'échelle**

internationale et détruisent les services publics

- ➔ **Expropriation des multinationales qui vivent grassement de ce vol organisé**
- ➔ **Arrêt du soutien aux dictatures**
- ➔ **Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de leurs richesses**

**EN FINIR AVEC LE
MILITARISME ET LE
NÉOCOLONIALISME**

Nous refusons la politique française de maintien des colonies et de gestion coloniale des populations en Kanaky, aux Antilles, à la Réunion, en Corse. Nous défendons le droit des peuples à l'auto-détermination et sommes solidaires des luttes pour la défense de la culture et des langues locales.



**POUR UNE
EUROPE**

**DES TRAVAILLEURS·EUSES
ET DES PEUPLES!**

Il n'est pas question de défendre les « intérêts français », mais bien de pointer les responsabilités, directes ou indirectes, de la France dans les conflits militaires. Il est urgent d'assumer une perspective de désarmement et de démilitarisation :

- ➔ **Arrêt des exportations d'armes françaises et démantèlement du complexe militaro-industriel.** Reconversion vers le domaine de la transition énergétique
- ➔ **Désarmement unilatéral et général**, qui implique la destruction des armes nucléaires françaises
- ➔ **Arrêt de toutes les interventions militaires françaises** et démantèlement des bases permanentes
- ➔ **Refus de toute « armée européenne », sortie de l'OTAN, fin de la Françafrique**
- ➔ **Expropriation des multinationales françaises** qui pillent les richesses aux quatre coins du monde

Nous défendons la solidarité et la coopération entre les peuples à l'opposé de la politique xénophobe de l'Europe de Schengen.

**CONTRE L'EUROPE DES
BARBELÉS ET DES PATRONS !**

Nous défendons la solidarité et la coopération entre les peuples à l'opposé de la politique xénophobe de l'Europe de Schengen. Les seules barrières sont celles qui existent entre les exploiters et les exploité·e·s. Le réchauffement climatique, les pandémies, l'exploitation capitaliste ne connaissent pas les frontières : c'est à l'échelle mondiale que l'humanité doit s'émanciper du capitalisme.

- ➔ **Rupture avec les traités européens** antidémocratiques et favorisant la concurrence libre et non faussée
- ➔ **Pour une Europe des travailleurs·euses et des peuples!**

PRENDRE L'ARGENT LÀ OÙ IL EST!

ARRÊTER LES EXONÉRATIONS DE COTISATIONS SOCIALES ET METTRE SOUS CONTRÔLE LES AIDES AUX ENTREPRISES

Avant la pandémie, les différentes niches fiscales avoisinaient les 200 milliards d'euros pour les entreprises privées selon la CGT. À peine moins que le budget de l'État! Ces « aides » peuvent prendre la forme d'exonérations de cotisations sociales, de taux de TVA réduits, de crédits d'impôts ou encore d'aides à la création d'entreprises.

Seules 9 % de ces aides touchent les PME, ce qui signifie qu'elles ont pour objectif essentiel de soutenir les grands groupes capitalistes, les mêmes qui font des profits et ne paient que peu d'impôts ou de cotisations sociales.

Ces « aides » doivent être réorientées pour développer les services

Nous voulons la réquisition des banques et leur regroupement dans un monopole contrôlant le crédit et les investissements sous contrôle des salarié·e·s et de la population.

publics, assurer la transition écologique et rétablir l'égalité entre les territoires (transports, hôpitaux, école...).

ANNULER LA DETTE ET METTRE LES BANQUES SOUS CONTRÔLE

Nous voulons l'arrêt immédiat du paiement de la dette et de ses intérêts, qui représentent près de 40 milliards d'euros en 2021. Nous voulons une enquête publique, militante et populaire, notamment pour rendre publics les comptes des banques. En effet, l'origine de la dette n'est pas liée

FINANCER LES HAUSSES DE SALAIRES EN PRENANT SUR LES PROFITS

E

n 40 ans la part des profits empochés par les actionnaires est passée de 30 à 40 % de la richesse produite, pendant que celle des salaires (y compris sécu, chômage et pensions) passait de 70 à 60 %. Il faut d'urgence inverser ce vol de richesses.

Les profits des sociétés non financières (c'est-à-dire sans compter les indépendants, les artisans...) s'élèvent à environ 140 milliards d'euros par an. Augmenter les salaires de 400 euros mensuels pour les 25,2 millions de salarié·e·s de ce pays coûterait 120 milliards d'euros. En intégrant cette augmentation, assurer un salaire minimum de 1800 euros pour tou·te·s représenterait 3 milliards annuels supplémentaires. Entre les coffres-forts des grandes entreprises et le porte-monnaie des travailleur·e·s, il faut choisir!

Depuis le début de la pandémie, le monde compte un nouveau milliardaire toutes les 26 heures, alors que 160 millions de personnes sont tombées dans la pauvreté...

à une augmentation des dépenses de l'État, mais à la réduction de ses recettes à force de consentir des cadeaux fiscaux aux plus riches et aux entreprises, puis des cadeaux aux banques. Nous voulons l'annulation de la dette publique illégitime.

Il faut retirer leur pouvoir de nuisance à la finance et aux banques. Pour cela, nous voulons la réquisition des banques et leur regroupement dans un monopole contrôlant le crédit et les investissements sous contrôle des salarié-e-s et de la population.

RÉCUPERONS L'ARGENT DES ULTRA RICHES

Le dernier rapport d'Oxfam nous apprend que la fortune des milliardaires dans le monde a plus augmenté en 19 mois de pandémie qu'au cours de la dernière décennie. Depuis le début de la pandémie, le monde compte un nouveau milliardaire toutes les 26 heures, alors que 160 millions de personnes sont tombées dans la pauvreté...

De mars 2020 à octobre 2021, la fortune des milliardaires français a augmenté de 86% ! Les cinq premières fortunes de France ont même doublé depuis le début de la pandémie. Ces milliardaires possèdent à eux seuls autant que les 40% les moins fortuné-e-s en France. Les 236 milliards d'euros supplémentaires engrangés en

19 mois par ces milliardaires français correspond au triplement du budget de l'hôpital public !

Nous voulons rétablir un impôt sur la fortune élargie à la totalité du patrimoine et taxer les revenus avec une tranche de prélèvement à 100% à partir de cinq fois le SMIC (108 000 euros annuel net). Par ailleurs, la simple suppression de tous les dispositifs destinés à alléger les impôts des riches rapporterait 150 milliards d'euros par an.

La simple suppression de tous les dispositifs destinés à alléger les impôts des riches rapporterait 150 milliards d'euros par an.

LES PETITES ENTREPRISES, GRANDES PERDANTES DE NOTRE PROGRAMME ?

Dans le système actuel, les petites entreprises, celles qui n'ont pas ou peu de salarié-e-s, loin d'être privilégiées, sont bien souvent soumises à des multinationales et des gros donneurs d'ordres. Les aides et avantages qui leurs sont accordés sont quasi inexistantes. Elles n'ont rien à gagner à ce que le capitalisme perde.

Nous avons conscience que l'augmentation des salaires, la diminution du temps de travail, l'interdiction des licenciements ne sont pas financièrement supportables pour ces petites entreprises. C'est pourquoi, nous proposons que ces coûts supplémentaires soient assumés à l'échelle des branches d'activité et du patronat dans son ensemble. Aux gros de payer pour les petits !



VOTER, LUTTER, S'ORGANISER POUR CONSTRUIRE UN AUTRE MONDE

*Philippe Poutou porte la voix de
l'urgence anticapitaliste.*

Urgence écologique, urgence démocratique, urgence sociale, urgence sanitaire: le capitalisme mène l'humanité et la planète à leur perte. Et ce n'est pas parce que le système serait mal dirigé; c'est bien parce que le mode de production capitaliste repose sur le principe même de l'exploitation maximale des êtres humains et de la Nature, fondé sur la loi du profit et de la concurrence généralisée, pour une minorité de possédants.

UN PROGRAMME DE RUPTURE... ET DE LUTTE!

Notre programme est non seulement un programme d'urgence, mais aussi

Le capitalisme mène l'humanité et la planète à leur perte parce que le mode de production capitaliste repose sur le principe même de l'exploitation maximale des êtres humains et de la Nature.

un programme de rupture, qui revendique la nécessité d'arracher le pouvoir aux capitalistes en construisant un rapport de forces pour construire un autre monde. C'est pourquoi nous considérons que les élections ne sont pas une fin en soi mais un moment politique dont il s'agit de se saisir pour bousculer le train-train des partis

Notre programme de rupture n'est pas un simple programme électoral mais bien un programme de lutte

institutionnels. Nous voulons faire entendre la voix de celles et ceux qui refusent de se résigner à l'ordre des choses et qui veulent le faire savoir dans les urnes.

Notre programme de rupture n'est pas un simple programme électoral mais bien un programme de lutte, qui assume le fait que les mesures proposées ne pourront être imposées à la classe dominante qu'avec des mobilisations d'ampleur les reprenant à leur compte : grèves, manifestations, occupations...

Dans l'histoire, les droits de celles et ceux d'en bas ont été conquis grâce à des grands mouvements sociaux, des grèves générales, des révolutions. La réduction du temps de travail, la Sécu, les congés payés, le droit à l'avortement... ont été arrachés à la suite de grandes mobilisations comme en 1936, à la Libération ou en mai 1968. C'est de ce type de mobilisation dont nous avons besoin : quand la jeunesse et les travailleurs-euses occupent le devant de la scène, l'ambiance change et le rapport de forces peut basculer.

S'ORGANISER POUR CONSTRUIRE UN AUTRE MONDE

Face à l'urgence créée par la fuite en avant mortifère du système capitaliste, l'heure est à la résistance, à la lutte, à la défense de nos droits et libertés, mais aussi à la conquête de nouveaux

droits. C'est cet esprit de résistance et de lutte qui nous anime et que nous faisons vivre lors de cette élection, en défendant non seulement des mesures d'urgence et de rupture, mais en affirmant également la nécessité et la possibilité d'un autre monde.

Il faut en finir avec un système qui génère toujours plus d'exploitation, d'oppressions et d'inégalités : nous défendons la perspective d'une société organisée en fonction des besoins sociaux et des nécessités écologiques, qu'on l'appelle écosocialiste, communiste ou autogestionnaire. Sans attendre, nous voulons aussi rendre concrets, ici et maintenant, d'autres rapports entre les êtres humains, fondés sur la coopération, les solidarités, et non sur la concurrence.

Pour faire vivre cette perspective, il s'agit aussi de construire ou reconstruire les collectifs, les syndicats (qui doivent être de véritables outils au service de l'émancipation du monde du travail de la base au sommet), les associations, toutes les structures qui permettent de s'organiser pour résister et pour lutter. Dans ce cadre, nous invitons celles et ceux qui se retrouvent dans notre programme à nous rejoindre pour construire le parti dont nous avons besoin. Un parti pour la transformation révolutionnaire de la société, qui devrait être plus large que ne l'est aujourd'hui le NPA, davantage implanté sur les lieux de vie, de travail et d'études. Un outil pour contribuer au renversement du capitalisme, vers une société écosocialiste, pour l'émancipation de l'humanité.

LE VOTE UTILE, C'EST LE VOTE POUTOU

Le début de la campagne a déjà montré qu'au milieu des autres candidat-e-s, et notamment des politicien-ne-s professionnel-le-s de gauche comme de droite, la candidature de Philippe Poutou détonne et incarne la nécessité de s'affronter à ce système, de s'organiser pour le faire, et de défendre la perspective d'une société libérée de l'exploitation et des oppressions.

Plus le nombre de voix qui se porteront sur la candidature de Philippe Poutou sera important, plus le sentiment d'isolement qui peut exister, chez celles et ceux qui tentent de résister, se réduira, et plus notre camp pourra reprendre confiance en lui, en sa force et en ses capacités d'agir collectivement pour transformer les choses.

Alors n'hésitons pas : par notre campagne, par nos luttes et par notre vote, bousculons le banquet des politiciens et préparons dès aujourd'hui les lendemains d'une élection qui, quels que soient les résultats de cette dernière, devront nécessairement être placés sous le signe de la résistance et du combat pour nos droits.

Faire campagne pour Philippe Poutou et glisser un bulletin Philippe Poutou dans l'urne, c'est affirmer que nous nous préparons à cette perspective, sans illusion sur de prétendues solutions institutionnelles aux crises que nous vivons. C'est dire

Voter Philippe Poutou c'est aussi faire entendre haut et fort que nous sommes nombreux-euses à assumer notre radicalité et à être prêts à en découdre avec Macron, les capitalistes et leur monde.

que nous refusons de nous résigner au prétendu « vote utile », qui a montré, élection après élection, à quel point il était inutile, et c'est aussi faire entendre haut et fort que nous sommes nombreuses et nombreux à assumer notre radicalité et à être prêts à en découdre avec Macron, les capitalistes et leur monde. Nos vies valent plus que leurs profits!



POUTOU2022.ORG

   **PHILIPPE POUTOU**

NOUVEAUPARTIANTICAPITALISTE.ORG

LANTICAPITALISTE.ORG

   **L'ANTICAPITALISTE**